

Pays-bas : la déception batave de Geert Wilders. Les sondages nous trompent aussi dans l'autre sens

Date : 17 mars 2017



	Z' 17	Z' 12	Z' Nu
VVD	33	41	40
PVDA	9	38	35
PVV	20	15	12
SP	14	15	15
CDA	19	13	13
D66	19	12	12
CHU	5	5	5

Jean Bonnevey, journaliste

Le soulagement de l'idéologie politico-médiatique est à la hauteur de la crainte. Après le Bréxit et Trump et avant la France, on prévoyait une victoire populiste en Hollande. Geert Wilders n'a pas eu le succès annoncé par les sondages. Certes, son parti progresse, mais il n'est pas le premier, nettement distancé par les libéraux. Les sondages se sont encore trompés ou nous ont trompés, soyons prudent, surestimant le score du populiste islamophobe pour exploiter son résultat final.

Toute l'Europe s'interrogeait : le populiste Geert Wilders allait-il terminer en tête des législatives aux Pays-Bas ? Avec 20 sièges sur 150, il termine 2ème, finalement à distance des 33 sièges VVD de Mark Rutte, qui devrait rester Premier ministre. Mark Rutte a bénéficié d'une participation relativement forte : 77,6 %, en hausse de 3 points par rapport à 2012. Geert Wilders (13,1 % des voix) s'était pourtant montré très optimiste en déposant son bulletin dans l'urne, mercredi matin à La Haye, tout en préparant, semble-t-il, un résultat inférieur à ce qu'avaient prédit des sondages durant des mois. « La dynamique est du côté de ceux que je qualifie de partis patriotes mais quel que soit le résultat de ce scrutin, le génie ne retournera pas dans sa bouteille et cette révolution patriotique se produira, aujourd'hui ou demain », a-t-il dit.

Immédiatement, on a fait le rapprochement avec Marine Le Pen, estimant et surtout espérant

que peut-être la même désillusion pouvait la frapper. Elle souhaitait une victoire populiste, mais comparaison n'est pas raison. Wilders, menacé par les islamistes n'a pas fait une vraie campagne. Il a occupé le débat sans y participer vraiment. Il a donc surtout payé son absence dans les débats publics. Il n'a pas fait beaucoup de déplacements et de meetings. Le PVV n'est pas vraiment un parti, c'est Geert Wilders: il n'y a pas de militants, pas d'adhérents, pas d'appareil. Il a préféré faire sa campagne sur Twitter et Facebook et non dans les médias traditionnels et en Hollande cela ne suffit pas. Il paye cette stratégie d'absence. C'est un peu paradoxal, parce qu'en même temps les autres partis ont beaucoup parlé de lui.

Et sur le fond il y a également beaucoup de différences

La position de Geert Wilders sur l'islam est encore plus radicale que celle de Donald Trump ou de Marine Le Pen. Il souhaite purement et simplement interdire la vente du Coran qu'il a comparé à « Mein Kampf ». Geert Wilders veut également interdire l'entrée de ressortissants de certains pays à majorité musulmane sur le sol néerlandais, une proposition similaire au "Muslim ban", mis en place sans succès pour le moment par Donald Trump.

Autre mesure visant la population musulmane, le candidat affirme vouloir fermer toutes les mosquées de son pays. Ce n'est pas la première fois que cet ancien membre du Parti populaire libéral démocrate attaque la communauté musulmane. Le 8 décembre 2016, après des attaques contre les Marocains de Hollande, le tribunal le déclare coupable de discrimination, mais aucune peine ni amende n'est prononcée. Ces multiples saillies lui ont permis de se faire un nom en Europe mais également au-delà. Son nom apparaissait sur les listes noires d'Al-Qaïda. Il vit depuis sous protection policière permanente et limite ses sorties. Quand il se déplace, c'est toujours accompagné d'une demi-douzaine de policiers. «Son monde est devenu très petit», expliquait-il à son frère Paul Wilders. «Parlement, événements public et son appartement», en dehors de cela, «il ne peut aller nulle part ailleurs», précise-t-il.

L'islam a limité la visibilité de Geert Wilder

Et il y a eu un effet turc pour le pouvoir. De façon étonnante, l'extrême droite a beaucoup perdu en raison de l'intervention inattendue de Recep Tayyip Erdogan, le président turc. La semaine dernière, son ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, devait tenir un meeting à Rotterdam pour inciter les ressortissants turcs vivant aux Pays-Bas à « bien » voter lors du référendum visant à renforcer les pouvoirs du président turc, le 16 avril. Voyant le profit qu'il pouvait tirer de cette situation, Rutte a interdit l'accès au territoire à Cavusoglu et a fait reconduire à la frontière une autre ministre qui était entrée dans le pays en venant d'Allemagne. Le Premier ministre s'est ainsi taillé un profil d'homme à poigne au moment opportun ; Erdogan a fait le reste.

En traitant les Néerlandais de nazis, en les rendant responsables de la mort de 7 000 musulmans bosniaques à Srebrenica en 1995 (les Casques bleus bataves n'avaient pas pu empêcher le massacre par les hommes du général Ratko Mladic), le président turc a provoqué un réflexe de solidarité nationale qui a pleinement profité au pouvoir en place.

Quant aux enseignements de ce scrutin sur les élections qui auront lieu le mois prochain en France et à l'automne en Allemagne, il n'est pas sûr qu'ils fonctionnent dans les deux sens. Une nette victoire du PVV aurait pu avoir un effet d'entraînement pour le Front national et l'AfD, formations qui prospèrent sur les mêmes thématiques, mais rien n'indique non plus que son demi-échec aura un impact négatif dans des pays aux contextes politiques, économiques et sociaux très différents. Surtout qu'en ce qui concerne la fermeté vis-à-vis des totalitaristes musulmans turcs, ils ont paradé à Metz avec l'accord du gouvernement et du président français .

Il est trop tard pour être ferme et bénéficier d'un effet Erdogan pour Benoît Hamon ou Emmanuel Macron. Ce serait plutôt bon pour François Fillon et Marine Le Pen, têtes de turcs des médias.

Illustration : saisie d'écran du site de Geert Wilders affichant les résultats